

PROCÉDURE PÉNALE

Séance 3 - Les actions nées de l'infraction

I. L'action publique	3
A) Les titulaires de l'action publique	3
1) <i>Le ministère public</i>	3
2) <i>Certaines administrations</i>	4
3) <i>Le Défenseur des droits</i>	4
4) <i>La victime</i>	4
B) Les modalités de déclenchement de l'action publique	4
1) <i>L'opportunité des poursuites</i>	5
a) <i>La liberté d'action du ministère public</i>	5
b) <i>Les obstacles à l'action du ministère public</i>	5
2) <i>Le classement sans suite</i>	6
3) <i>Les alternatives aux poursuites</i>	6
a) <i>Le classement sous condition</i>	6
b) <i>La composition pénale</i>	6
4) <i>Le ministère public</i>	7
a) <i>Le réquisitoire introductif d'instance</i>	7
b) <i>La saisine d'une juridiction de jugement</i>	8
C) L'extinction	10
1) <i>La prescription</i>	10
2) <i>La mort du délinquant</i>	12
3) <i>L'amnistie</i>	12
4) <i>L'abrogation de la loi pénale</i>	12

5) <i>La transaction et la composition pénale</i>	13
6) <i>Le retrait de la plainte</i>	13
7) <i>La chose jugée</i>	13
a) L'autorité de la chose jugée au criminel	13
b) L'autorité de la chose jugée au civil	13

I. L'action publique

L'**action publique** vise la réparation d'un trouble social, **au nom de la société**. Elle est déclenchée par le ministère public ou le parquet.

A) Les titulaires de l'action publique

Le principal titulaire est le ministère public.

Le Défenseur des Droits ainsi que la victime peuvent également déclencher cette action.

1) *Le ministère public*



| **À retenir :** **Le ministère public = le parquet.**

Il existe en matière civile et en matière pénale. Il est une partie principale, car il a le rôle de demandeur à l'action publique.

Il assure de multiples fonctions :

- il dirige l'activité des OPJ et APJ dans le ressort de son tribunal (**art.41 CPP**) ;
- il envisage une peine pour la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité et se charge de la réalisation des décisions de la justice ;
- il est parti au procès où il agit au nom de la société. Il déclenche l'action publique reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner (**art. 40 ali.1CPP**) ; et
- il possède l'opportunité des poursuites.

- Les caractères du ministère public

Il est **irrécusable** (**art. 669 CPP**) et **irresponsable** (on ne peut pas le condamner au frais ou aux dommages-intérêts, même s'il exerce l'action publique à tort).

Le ministère public est **indépendant**, concernant des juridictions de jugement, de celle d'instruction et de la partie lésée, et **indivisible** (les membres du Parquet d'une juridiction sont interchangeables).

2) Certaines administrations

Exceptionnellement, certaines administrations peuvent déclencher l'action publique pour des infractions qui lèse les intérêts dont elles ont la charge c'est notamment le cas, par exemple de l'administration des douanes : **article 343 du Code des douanes**.

3) Le Défenseur des droits

Il dispose de la possibilité de proposer une **transaction à la victime** d'une discrimination. Cette transaction représente le versement d'une amende. En cas de refus ou d'inexécution de celle-ci, le défenseur des droits peut mettre en **mouvement l'action publique** (**art. D. 1-1 du CPP**).

4) La victime

Ce déclenchement de l'action publique n'est possible qu'avec une **constitution de plainte de partie civile de la victime** ou bien d'une **citation directe** qui vient d'elle.

B) Les modalités de déclenchement de l'action publique

Le ministère public possède l'opportunité des poursuites ce qui permet (**art. 40-1 CPP**) : soit de classer sans suite, soit de recourir aux alternatives des poursuites, soit d'avoir recours aux différents procédés en vue de déclencher des poursuites.

1) L'opportunité des poursuites

Le ministère public peut décider librement de poursuivre ou non. Cette liberté est tempérée.

a) La liberté d'action du ministère public

Le procureur de la République peut déclencher l'action publique, celui-ci « reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner » (**art. 40 al.1 CPP**).

Le procureur de la République a connaissance de toutes les plaintes et dénonciations réalisées dans son ressort territorial (**art 40 ali. 2 CPP**).

Il a 3 possibilités : il classe ensuite sans suite, il engage des poursuites, il met en œuvre une procédure alternative aux poursuites : l'**article 41-1** (classement sous conditions, **41-2** et **41-1-3** (convention judiciaire d'intérêt public) et **41-2** (composition pénale).

b) Les obstacles à l'action du ministère public

Dès lors qu'une plainte ou une autorisation est nécessaire au déclenchement de l'action publique, le procureur de la République n'a plus sa liberté d'action.

De ce fait, selon les situations, il ne peut poursuivre sans plainte de la victime notamment en cas d'atteinte à la vie privée (**art. 226- 6 CP**) ou diffamations ou injures ; ou sans plainte de l'administration notamment en matière fiscale ou en matière de sécurité sociale.

Ensuite, il n'est pas dans l'obligation de poursuivre, mais il a l'obligation de demander **une autorisation = obstacle**.

2) Le classement sans suite

Le procureur de la République peut décider de ne pas poursuivre, « dès lors que les circonstances particulières à la commission des faits le justifient » (**art. 40-1 CPP**).

Le procureur de la République doit communiquer les raisons juridiques ou l'opportunité qui motivent le classement sans suite lorsqu'il est informé le plaignant ou la victime (**art.40-2 CPP**).

3) Les alternatives aux poursuites

a) Le classement sous condition

Des mesures peuvent être utilisées par le procureur de la République dès lors qu'il estime que celles-ci peuvent permettre la réparation du dommage fait à la victime mettre fin au trouble résultant de l'infraction ou participer au reclassement de l'auteur des faits (**art.41-1 CPP**).



Exemple : Rappel à la loi

Cette mesure est ordonnée par le procureur de la République ou par l'intermédiaire d'un OPJ d'un délégué ou d'un médiateur du procureur de la République.



Attention : Le classement sous conditions suspend la prescription de l'action publique (**art. 41-1 CPP**). Mais il n'entraîne pas son extinction.

b) La composition pénale



Définition : La composition pénale consiste pour le délinquant à effectuer certaines mesures présentant un caractère de sanction (**art.41-2 et 41-3 CPP**).

Cette mesure de composition pénale doit est **validée** : par un juge du siège (**art. 41-2 CPP et 41-3 CPP**) ou des enfants ou bien du tribunal de police lorsque mineur est concerné (**art L.422-4 Code de la justice des mineurs**).

Il peut la **refuser** dès lors qu'il estime que la gravité des faits au regard des circonstances de l'espèce ou que la personnalité de l'intéressé la situation de la victime ou les intérêts de la société justifient le recours à une autre procédure ou dès lors que les déclarations de la victime associent un éclairage nouveau sur les conditions dans lesquelles l'infraction a été réalisée ou la personnalité de l'auteur (**art. 41-2 CPP**).

Elle suspend la prescription de l'action publique (**art. 41-2 CPP**).

4) *Le ministère public*

Le déclenchement peut se réaliser par des mécanismes : **traditionnels** comme le réquisitoire introductif, citation directe ; **de saisine rapide de la juridiction** : avertissement, convocation en justice, etc ; **comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité** ; **saisine d'office** ; **procédures simplifiées**.

a) Le réquisitoire introductif d'instance



Définition : Le réquisitoire introductif d'instance c'est l'acte par lequel le procureur requiert le juge d'instruction d'informer.

Dès lors que le juge d'instruction a connaissance de faits qui ne sont pas visés par le réquisitoire. Ce dernier doit prévenir le procureur de la République, il lui appartient alors :

- Par réquisitoire supplétif, solliciter du juge d'instruction qu'il informe sur ces nouveaux faits ;
- Requérir l'ouverture d'une information distincte ;
- Saisir la juridiction de jugement ;

- Ordonner une enquête ;
- Décider d'un classement sans suite ou de l'une des mesures de l'**article 41-1 et 41-3 du Code de procédure pénale** ;
- Transmettre les plaintes ou les procès-verbaux au procureur de la République territorialement compétent.

b) La saisine d'une juridiction de jugement

- La convocation après présentation au parquet

Lorsqu'une enquête de PJ conduit au placement d'une personne en garde à vue le procureur de la République peut solliciter à l'issue de cette mesure que la personne mis en cause lui soit déférée (**art.393 CPP**).

Si le procureur de la République décide de poursuivre il a la possibilité de demander l'ouverture d'une information ou renvoyer devant le tribunal correctionnel.

-Une reconnaissance préalable de culpabilité.

En cas de convocation par procès-verbal de comparution immédiate ou de comparution déferé l'instruction peut être complétée à la demande des parties ou d'office (**art. 397-2 CPP**).

- La convocation par procès-verbal

Elle est utilisée par le parquet lorsque celui-ci désire procéder à la convocation en matière correctionnelle (**art. 394 CPP**).

- La comparution immédiate

La procédure de comparution immédiate permet de juger le prévenu sur-le-champ. Le prévenu est retenu jusqu'à sa comparution qui doit avoir lieu le jour même (**art. 395 CPP**).

- La comparution différée

Cette procédure offre la possibilité à la personne poursuivie et à son avocat de demander au tribunal la réalisation de tout acte qu'ils estiment nécessaire à la manifestation de la vérité (**art. 397-1-1 al 6 CPP**).

- La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

La mesure a été envisageable lorsque la personne est convoquée au déféré devant le procureur de la République en application de l'**article 393 du Code de procédure pénale**. Le procureur de la République peut recourir à cette procédure d'office ; dès lors que la personne soupçonnée est majeure et reconnaît les faits. Cette procédure est applicable aux personnes morales (**art.180-2 CPP**)

Dans le cas où l'intéressé accepte la peine proposée, il est présenté devant le président du TJ ou le juge délégué. S'il refuse, le ministère public peut saisir le tribunal correctionnel où requérir l'ouverture d'une information.

- La convocation sans présentation au parquet

Dès lors que la personne ne s'est pas présentée au parquet. Cependant ce dernier a décidé poursuivre malgré son absence. Différentes modalités permettent d'organiser sa convocation devant le tribunal :

+ L'avertissement ou comparution volontaire



Définition : Elle est remise par le ministère public précisant le délit poursuivi visant le texte qui le punit et indiquant la date de l'audience.

Il n'a pas d'effet juridique.

+ La convocation en justice

La convocation en justice équivaut citation à personne dès lors qu'elle est informée au prévenu sur instruction du procureur de la République. Elle est constatée par procès-verbal signé par le prévenu qui en reçoit copie (**art. 390-1 CPP**).



+ La citation directe

Définition : Il s'agit d'une saisine de la juridiction de jugement en citant la personne poursuivie devant elle (**art. 550 CPP**).

Le tribunal saisit la qualité du prévenu. Le délai entre le jour où la situation est délivrée et le jour fixé pour la comparution devant le tribunal correctionnel ou de police doit être au moins de 10 jours (**art. 552 CPP**).

+ La saisine d'office

La juridiction de jugement peut d'office sur réquisition du ministère public en cas d'infraction commise à son audience.

+ Les procédures simplifiées

Comme l'ordonnance pénale où l'amende forfaitaire sont prévues pour le jugement des contraventions et des délits.

C) L'extinction

1) La prescription

Le délai de prescription dépend en général de la qualification légale de l'infraction :

Crimes : 20 ans.

Délits : 6 ans.

Contraventions : 1 an.

Attention des délais spéciaux peuvent s'appliquer :

- Les crimes de guerre sont imprescriptibles ;
- 30 ans pour les crimes en matière de terrorismes, trafic de stupéfiants, prolifération d'armes, destruction massive, eugénisme, clonage reproductifs, disparition forcée et crimes de guerre (**art. 7 al 2 CPP**) ;

- 20 ans pour les délits en matière de prolifération d'armes de destruction massive punie de 10 ans d'emprisonnement et les délits de terrorismes, sauf apologie et la provocation au terrorisme, et la consultation de sites faisant l'apologie ou provoquant au terrorisme, le trafic de stupéfiants, et les délits de guerre (**art. 8 al 4 CPP**) ;
- 10 à 20 ans pour certains délits commis à l'encontre des mineurs (**art.8 al 2 et al3 CPP**) ;
- 6 mois pour certaines infractions électorales.

- Le point de départ du délai de prescription

Pour les infractions instantanées, le délai a pour point de départ le jour où l'infraction a été réalisée autrement dit où tous les éléments constitutifs ont été réunis (**art. 7 CPP**). Tel que : Faux et usage de faux diffamation vol

Pour les infractions continues, le point de départ du délai est le jour où l'état délictueux a pris fin « dans ses actes constitutifs et dans ses effets » (**Cass. Crim. 30 septembre 1992 n° 92-81084, Cons. Const. 24 mai 2019 n°2019-785 QPC**). Tel que : recel

Pour les infractions d'habitude, le point de départ de prescription est fixé au jour du dernier acte constitutif de l'habitude. Tel que l'exercice illégal de la médecine.

- La suspension ou l'interruption du délai de prescription

Dans ces situations, il y a un **effacement du temps écoulé entre l'infraction et l'acte qu'il interrompt**. À partir de cet acte, un nouveau délai va commencer à courir.

Les causes d'interruption sont (**art. 9-2 CPP**) :

- Tout acte de poursuite. À titre d'exemple : citation directe réquisitoire introductif commission rogatoire, etc ;
- Actes d'enquête ou d'instruction ;
- Tout jugement ou arrêt même non définitif.



Attention : L'article 9-2 du code de procédure pénale donne une liste non exhaustive (Cass.crim.21 janvier 2020 n°19-94450 qui inclue la délivrance du titre exécutoire de l'amende forfaitaire majorée).

Cependant, le **temps déjà écoulé est pris en considération pour le calcul du délai.**

- Le recul du délai de prescription

Il est reculé :

- Si la victime est mineure au jour de sa majorité (**art. 9-1 CPP**) ;
- Pour les cas d'eugénisme ou de clonage reproductif, lorsqu'il a conduit à la naissance d'un enfant, le délai court à compter de la majorité de ce dernier ;
- Lorsqu'il s'agit d'infraction occulte (**art.9-5 CPP**).

2) La mort du délinquant

L'action publique s'éteint par la mort du délinquant (**art. 6CPP**) lorsqu'il rend une ordonnance de non-lieu motivée par le décès de la personne mise en examen, le juge d'instruction a l'obligation de préciser s'il existe des charges suffisantes établissant que l'intéressé a commis les faits qui lui sont reprochés (**art. 177 al 2 CPP**).

3) L'amnistie

Elle fait perdre rétroactivement aux faits leurs caractères délictueux : ils ne peuvent donc plus être poursuivis.

4) L'abrogation de la loi pénale

C'est la rétroactivité *in mitius* qui s'applique (**art. 112-4 al 2 CP**).

5) La transaction et la composition pénale

La transaction entre la victime et le délinquant ne fait pas disparaître l'action publique (**art. 2046 C. civ et art. 6 al.3 CPP**).

6) Le retrait de la plainte

Le retrait de la plainte ne supprime pas l'action publique (**art. 2 al.2 CPP**). Sauf, dans les cas où la poursuite est subordonnée à une plainte de la victime (**art. 6 al.3 CPP**).

7) La chose jugée

L'**autorité de la chose jugée** s'acquiert lorsqu'il n'existe plus de voies de recours possibles pour contester une décision (**art. 6 al 1 CPP**).

a) L'autorité de la chose jugée au criminel

Le principe *non bis in idem* : le juge répressif ne peut poursuivre deux fois la même personne pour les mêmes faits : ce principe est d'**ordre public**.

b) L'autorité de la chose jugée au civil

Le principe de l'autorité de la chose jugée est appliqué au civil par la jurisprudence (**Cass. civ. 7 mai 1855**). Le juge civil statuant sur l'action civile à l'obligation de respecter la décision du juge répressif sur l'action publique. Elle ne s'impose que lorsque la décision émane d'une juridiction française et la décision est définitive et irrévocable. Elle est **absolue**.